



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

*Quel pouvoir des sites Internet d'information
concernant l'EZLN sur la sphère politique mexicaine
et l'opinion publique internationale ?*

Nathalie Blasco

Université Michel de Montaigne – Bordeaux 3, France

E-mail : nathblasco@wanadoo.fr

La page d'accueil du principal site d'information en ligne concernant l'EZLN, l'armée zapatiste de libération nationale (www.ezln.org), propose des entrées très variées et des liens multiples : communiqués à la presse nationale et internationale, documents officiels, lettres de protestation, analyses, actualités, résumés d'événements, chronologies, entrevues, photos, liens vers d'autres sites, vers des revues traitant les questions zapatiste et indigène.

Un tel déploiement de sources informatives n'est sans doute pas étranger au succès médiatique national et international qu'a connu en 2001 la « Marche pour la Dignité Indigène » ni à la sympathie envers l'EZLN ressentie par tous ceux qui, dans le monde, luttent pour la justice sociale et la diversité culturelle, et résistent face à l'ordre néolibéral. Ce message, qui s'adresse aux plus défavorisés, est aujourd'hui repris par les antiracistes, les écologistes, les féministes, les militants altermondialistes, et circule désormais sur tous les continents parce qu'il a été relayé par des médias de « nouvelle génération ».

Par ce même biais, l'audience reçue par le mouvement néozapatiste au niveau strictement national est très certainement à l'origine des discussions qui ont été relancées entre l'EZLN et le gouvernement mexicain. Même si l'on connaît le caractère unilatéral de ces « négociations », la crainte et la stupeur engendrées par le soulèvement néozapatiste et qui se sont répercutées sur la sphère dirigeante mexicaine, ainsi que le chambardement provoqué au sommet de la pyramide politique du pays, constituent des manifestations qui font que l'on peut parler d'influence réelle, et d'une certaine façon, de pouvoir.

1 – Les néozapatistes et la notion de pouvoir

Ce qui nous intéresse ici est donc un rapport « pouvoir – médias » singulier, puisqu'il ne s'agit pas d'une relation « dirigeants politiques - médias », mais bien « dissidents politiques - médias ». La notion de pouvoir qui nous occupe ici n'est pas celle de « l'autorité » mais celle de « l'influence sur l'autorité ». Ce pouvoir n'est pas, dans le rapport qui nous préoccupe, synonyme d'« autorité établie », mais il répond davantage à l'idée d'une « possibilité participative ». Ce désir d'influence sur l'opinion publique se justifie par une recherche d'adhésion à la cause néozapatiste, et la tentative d'influence psychologique sur les dirigeants politiques se traduit par un foisonnement médiatique, tantôt purement informatif, tantôt assurément déconcertant et humoristique.

Par ailleurs, les zapatistes ont une conception du pouvoir politique qui tend à le rejeter pour eux-mêmes. Ils affirment haut et fort qu'ils ne veulent pas le pouvoir et que leur but n'est pas de devenir un parti politique. Les membres de l'EZLN n'aspirent à aucun poste électif et à aucune nomination gouvernementale, et tout candidat à faire partie du FZLN¹ doit renoncer à briguer un mandat électif ou gouvernemental. Le FZLN aspire à devenir une force politique qui ne souhaite ni prendre le pouvoir ni être un parti.

Les réticences du sous-commandant Marcos face au pouvoir politique sont compréhensibles : au Mexique, s'engager sur ce terrain c'est s'engager sur un terrain vicié et miné. D'où l'importance de la composante indigène au sein du mouvement néozapatiste, puisque les Indiens construisent une vision alternative du pouvoir, qui comprend à la fois la tradition et l'utopie. Le fonctionnement qui est préconisé par l'ensemble des néozapatistes est basé sur la participation et la consultation : c'est un nouveau modèle de fonctionnement démocratique. De plus, ces derniers considèrent que la notion même de pouvoir a fortement évolué, surtout depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et la disparition de l'Union Soviétique en 1991. Ce n'est plus une puissance impérialiste qui domine le reste du monde mais un pouvoir extra-national, le pouvoir du capital financier. Marcos parle d'un « superpouvoir » financier qui donne des directives à l'ensemble de la planète et qui produit la globalisation, elle-même fondée sur la doctrine néolibérale.

Il faut subvertir la relation de pouvoir, entre autres raisons parce que le centre du pouvoir n'est plus dans les Etats nationaux. Cela ne sert donc à rien de conquérir le pouvoir².

Ce rejet du pouvoir est également ce qui conditionne la définition des zapatistes comme « rebelles sociaux » et non pas comme « révolutionnaires ». Ils estiment que le dirigeant ou le mouvement révolutionnaire tend à vouloir devenir dirigeant ou acteur politique puisque c'est d'en haut qu'il souhaite transformer le monde, c'est-à-dire après avoir pris le pouvoir. Le projet révolutionnaire implique donc la substitution d'un système de pouvoir à un autre, alors que le rebelle social tente d'organiser les masses à partir d'en bas et de transformer peu à peu les choses sans se poser la question de la prise du pouvoir.

C'est dans cette optique d'organisation des masses que l'EZLN semble avoir fait le choix d'une stratégie médiatique non violente plutôt que celui d'une guérilla armée plus traditionnelle.

¹ Front Zapatiste de Libération Nationale : organisation qui constitue le versant civil de l'EZLN.

² Ramonet, Ignacio, *Marcos. La dignité rebelle : Conversations avec le sous-commandant Marcos*. Paris, Galilée, 2001, p. 66.

2 – La stratégie médiatique de l'EZLN

Au sein de l'EZLN, c'est la présence d'un chef charismatique qui favorise la fabrication d'un spectacle médiatique. Marcos, le « sous-commandant », aurait été identifié par les autorités mexicaines comme Rafael Guillén, né à Tampico dans une famille de marchands de meubles, ancien étudiant en philosophie à l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) et professeur de communication pendant quelques temps à l'Université Autonome Métropolitaine (UAM). Marcos est le plus important porte-parole de l'EZLN et ce sont ses talents de communicateur qui assurent pour une bonne part le succès du néozapatisme. C'est lui qui a la charge de mettre en forme les communiqués officiels de l'EZLN, et c'est aussi lui qui chapeaute l'utilisation des moyens de communication les plus modernes. Il apparaît souvent équipé d'un écouteur de téléphone satellitaire.

Cet intellectuel a fait le choix d'un conflit qui se développe dans la modernité de la communication. Il utilise donc sa connaissance de la culture dominante et ses capacités analytiques pour aider les indigènes dans leur soulèvement autonome. Il connaît de façon approfondie la politique, l'histoire, la culture populaire ainsi que celle que diffusent les médias au Mexique, et c'est pourquoi il est un porte-parole efficace des objectifs et des positions du mouvement. C'est un rôle que pourraient difficilement tenir la majeure partie des indigènes, et la personnalité de Marcos leur est utile dans le sens où ce dernier est capable de manipuler les signes du Mexique moderne et d'utiliser les symboles de l'histoire du pays, ceux de la politique contemporaine, ainsi que l'humour afin de diffuser le message du mouvement auprès de populations en principe saturées de discours médiatiques.

Il semble clair à tous qu'exister dans l'espace Internet est aujourd'hui vital. Chaque site aborde l'actualité et certains aspects du mouvement zapatiste. On y trouve par exemple des archives et des photos. D'autres sont consacrés à la vie et à la culture indigènes, à l'organisation de manifestations de soutien, à la réalisation de projets au Chiapas, etc. Dans le monde moderne de l'image et des réseaux de communication à grande vitesse, c'est une dimension que les indigènes sont prêts à prendre en compte. Par conséquent, les objectifs de la révolte sont mis en forme par le biais des moyens de délibération que Marcos offre aux indigènes.

La communication est assurément un moyen novateur et un facteur particulier de cette insurrection. Le nombre considérable de communiqués, de poèmes, de « créations » par les réseaux néozapatistes tendent à prouver qu'il s'agit plus d'une guerre des mots que d'une guerre des armes. Le mouvement semble avoir trouvé sa force de frappe dans l'utilisation de la parole. Marcos rapporte que le ministre des Relations Extérieures Gurría aurait déclaré un jour que le soulèvement zapatiste était « une guerre de papier et d'Internet³ ». Toujours selon lui, le gouvernement préférerait pourtant la guerre des balles, il la gagnerait, tandis que celle-là, il la perd. Marcos pense que c'est l'occasion de donner un sens nouveau à l'histoire en politique, par un langage nouveau. Le mouvement cherche ses propres terrains de lutte, la presse, les symboles, il occupe les espaces qui apparaissent, et parmi eux, il y a Internet, la « super-autoroute de l'information » .

Des gens nous ont mis sur Internet et le zapatisme a occupé cet espace auquel personne n'avait pensé et où il n'y a presque pas de contrôle⁴.

³ Le Bot, Yvon, *Sous-commandant Marcos. Le rêve zapatiste*. Paris, Seuil, 1997, p. 272.

⁴ *Ibid.*, p. 273.

Internet est en effet un canal incontrôlable, rapide et efficace qui permet à l'information de s'échapper. On peut alors aisément imaginer la fureur du régime mexicain qui s'est depuis longtemps efforcé de gagner son prestige international grâce aux médias, en y contrôlant la production d'information, la presse, les journaux télévisés et les journalistes.

La pratique de combat choisie par Marcos lui vaut d'être surnommé le « cyberguérillero », mais il est surtout à la fois un idéaliste pratique et un stratège médiatique qui se sert d'Internet comme d'une nouvelle arme pour faire « la guerre des signes, le combat symbolique, la guérilla sémiologique⁵ ». Il invente en effet un nouveau langage, un nouvel habillage qui rompt avec les anciennes méthodes du pouvoir. Il instaure une nouvelle relation entre les gouvernés et les gouvernants. Sa force de frappe médiatique, inédite, s'est révélée plus efficace que celle du gouvernement mexicain lui-même, à tel point que, onze jours après l'insurrection du 1^{er} janvier 1994, l'EZLN a définitivement abandonné la voie armée. L'armée zapatiste ne cesse de répéter que l'usage des armes au moment du soulèvement n'était pas une tocade mais la seule voie laissée libre par le pouvoir pour conquérir l'accès à la démocratie et à la justice⁶. Alors que l'EZLN n'a jamais commis d'attentat ou d'assassinat, les néozapatistes ont très tôt adopté une stratégie non-violente, ce qui a joué un rôle prépondérant au moment de sensibiliser l'opinion publique.

Il fallait éviter de faire couler le sang. Pour cela, ils ont placé le dialogue au premier plan. Et la quantité innombrable de textes produits par les néozapatistes tend à signifier qu'il existe au sein de ce mouvement un travail de réflexion sur la parole comme possibilité de dialogue et de solution de paix. Même au cours de manifestations de rébellion de grande ampleur, telle que la « Marche pour la Dignité Indigène » sur Mexico en 2001, la parole n'a pas cessé d'être l'arsenal de prédilection des insurgés. Durant cinq semaines, ce sont environ deux cents discours, communiqués ou déclarations qui ont été produits. Il n'est pas étonnant alors qu'on ait parlé d'une « marche de parole⁷ ».

Dans cet exercice singulier de la joute verbale, la Toile ouvre une voie encore non empruntée par les luttes sociales qui y trouvent le moyen d'être conduites en dehors du cadre politique institutionnel. Car les moyens de communication novateurs utilisés par les sympathisants zapatistes n'ont pas seulement contribué à attirer l'attention, ils ont permis que pour la première fois aient lieu sur le Web de véritables actions politiques. Par exemple, les néozapatistes ont réalisé des actes de piratage des sites officiels mexicains, parmi lesquels le site d'information sur le Chiapas créé par l'Etat mexicain. D'où certaines dénominations telles que « guérilla du XX^e siècle » ou « guerre virtuelle⁸ ».

Cela dit, il semble que les objectifs de l'utilisation d'Internet par les néozapatistes soient perçus de manière radicalement différente selon les analystes. Pour certains, c'est une arme défensive, pour d'autres, elle est offensive et avant-gardiste et va même jusqu'à créer la désinformation⁹. Ce qui est certain, c'est qu'en quelques minutes, ils peuvent informer les populations du monde connecté d'une intervention

⁵ Ramonet, Ignacio, *op. cit.*, p. 24.

⁶ Matamoros Ponce, Fernando, *Mémoire et utopie au Mexique : mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme*. Paris, Syllepse, 1998, p. 143.

⁷ *La Fragile Armada : La Marche des zapatistes*. Textes choisis et présentés par Jacques Blanc, Yvon Le Bot, Joani Hocquenghem et René Solis, Paris, Métailié, 2001, p. 11.

⁸ Journal *Le Monde*, août 1998. Supplément Multimédia. « Les guérilleros du XXI^e siècle ».

⁹ Favre, Henri, « Le révélateur chiapanèque », *Problèmes d'Amérique Latine*, Paris, La Documentation Française, avril-juin 1997, n°25.

armée et mobiliser. C'est ainsi qu'ils ont mobilisé leurs militants au niveau international quand le gouvernement mexicain a rompu la trêve, le 9 février 1995. C'est également par ce biais qu'ils réalisent des manifestations virtuelles, gommant ainsi les frontières entre les hommes et s'intégrant au nouveau grand théâtre de la modernité. Et cet usage des moyens de communication modernes est même antérieur au soulèvement de janvier 1994, puisque déjà en septembre 1993, la revue *Proceso* publiait l'information selon laquelle une armée de guérilla se trouvait au Chiapas et dénonçait l'utilisation par les guérilleros des matériels de communication modernes acquis par le diocèse¹⁰. Dès son entrée sur scène, l'EZLN a mis en place un terrain de lutte médiatique qui puisse pousser les autorités à se mettre à l'écoute de la société et à prendre leurs responsabilités.

3 – Une indéfinition idéologique pour un impact international ample

Si l'insurrection au Chiapas a recueilli dès son apparition un plus large écho, c'est, selon Yvon Le Bot, parce qu'elle a posé d'emblée et de manière spectaculaire des questions politiques et intellectuelles qui sont aujourd'hui centrales dans toutes les sociétés¹¹ : celles-ci concernent les pratiques du pouvoir et de la démocratie, le système politique, la société civile, la communauté, la nation, la place de l'individu. Ce sont des catégories qui se substituent à celles de socialisme, luttes des classes et dictature du prolétariat. C'est sans doute aussi parce que le néozapatisme est un mouvement insurrectionnel sans idéologie strictement définie. Il ne répond en effet à aucune des cases politiques classiques. Cependant la pensée et l'action du néozapatisme s'articulent autour de quelques interrogations fortes, le manque de liberté, le défaut de démocratie et l'absence de justice, et ses influences sont variées : théologie de la libération, guevarisme, marxisme, maoïsme, trotskisme, anarchisme. C'est pourquoi il est rapidement devenu une sorte de miroir qui reflète d'autres mouvements de résistance à travers le monde, et qu'il manifeste lui-même sa solidarité envers d'autres luttes. Il formule une espérance collective qui est devenue une sorte de pensée universelle, sans nationalité, et il remet en question les méthodes et les règles de l'action politique en général.

C'est cette utopie démocratique universelle et cette recherche éthique du comportement politique qui font que le mouvement porté par Marcos est perçu comme un projet alternatif au niveau mondial. Et c'est parce qu'il est relayé par les médias qu'il accepte d'être associé à de nombreux autres mouvements revendicatifs : indianiste, pacifiste, écologiste, pro-ONG, anti-néolibéral, anti-machiste, féministe, anti-raciste, etc., selon les circonstances du moment national et international.

Le mode d'internationalisation du conflit est tout à fait original et c'est très certainement grâce à Marcos que le discours néozapatiste s'est trouvé connecté au sentiment de solidarité qui s'est répandu à partir de la fin du XX^e siècle dans le monde occidental vis-à-vis des peuples marginalisés, et c'est également grâce à la lutte cybernétique menée par Marcos que le mouvement a pu tisser des liens de solidarité avec plusieurs centaines d'associations civiques, d'organisations non gouvernementales, et des dizaines de personnalités et d'intellectuels engagés dans la défense des droits des minorités ou contre la mondialisation néolibérale. Marcos lui-même fait cependant remarquer que c'est aussi grâce à la globalisation que les luttes locales en général

¹⁰ Pérez Herrero, Pedro, « Chiapas : respuesta a seis preguntas básicas sobre el porqué del conflicto », *Revoluciones y revolucionarios en el mundo hispano*, ed. Chust, Manuel, Castelló de la Plana, Publicacions de la Universitat Jaume I, 2000. (Colecció Humanitas, n°5) p. 256.

¹¹ Le Bot, Yvon, *op. cit.*, p. 20.

deviennent aujourd'hui inévitablement internationales, du moins leur impact est-il international.

Aussi bien le soulèvement zapatiste du 1^{er} janvier 1994 que l'insurrection indigène de 1998 en Equateur ou le mouvement des Mapuches au Chili, ou encore les protestations des indigènes ou des Sans-Terre au Brésil ont aujourd'hui un impact sur les médias de masse planétaires, avec des répercussions sur les Bourses et dans l'esprit des investisseurs. Et cela finit par avoir de l'influence dans les rues et dans les foyers du monde. Et le sentiment de solidarité qui est produit est d'autant plus grand. À travers toute la planète, des gens de plus en plus nombreux s'identifient à ces luttes, se les approprient et les articulent avec leurs propres revendications¹².

En effet, les adhésions obtenues par le mouvement néozapatiste grâce à Internet sont aussi nombreuses que variées : elles émanent des secteurs anti-néolibéraux, anti-centralistes, altermondialistes, anti-globalisation, anti-pensée-unique, pro-indigénistes, féministes, etc., ainsi que de certains intellectuels de gauche ou encore d'un nationalisme mexicain fondé sur des principes multiculturels et pluriethniques. Les sympathisants locaux ou étrangers sont également parvenus, grâce à la création de sites au Mexique, aux Etats-Unis et en Europe, à rompre le monopole de l'information exercé par le gouvernement mexicain et à empêcher ce dernier d'utiliser la répression à grande échelle, du fait de l'existence d'un vaste réseau de comités de soutien ayant lui-même produit un mouvement d'opinion publique international solidaire.

4 – Un pouvoir réel sur la vie politique mexicaine

Les néozapatistes sont néanmoins convaincus de la nécessité de maintenir l'articulation entre les dimensions locales, nationales et internationales. Car même s'ils ont obtenu une réelle mobilisation de la part de la société civile mexicaine les réactions gouvernementales ont été proportionnelles à l'adhésion suscitée.

Certains intellectuels, Carlos Fuentes par exemple, se sont mobilisés pour demander la paix au Chiapas. Diverses organisations populaires se sont regroupées pour créer en 1996 la Convention Nationale Démocratique (CND) qui prétend représenter la société civile dans son ensemble. Un autre vaste réseau de solidarité au niveau national a été tissé grâce à l'action des Comités Civils de Dialogue (CCD), qui constituent les bases du FZLN. Bref, la société civile dans sa majorité a appuyé les revendications de l'EZLN dès 1994, mais elle rejetait dans son ensemble les moyens utilisés par les néozapatistes. C'est pourquoi elle a très vivement manifesté¹³ sa volonté de poursuivre l'affrontement initié en janvier 1994 de manière pacifique et de parvenir à une transition sur la base d'un pacte et non pas par un coup de force.

Par ailleurs, l'agitation chiapanèque qui s'est peu à peu étendue au reste du pays n'est sans doute pas étrangère à la défaite du PRI lors des élections du 2 juillet 2000. Même s'il s'est agi d'une victoire de la droite, l'option choisie par la population était celui d'un espoir de changement en profondeur des mécanismes politiques que l'on croyait impossibles à déboulonner.

Cela dit, les réactions gouvernementales vis-à-vis du mouvement néozapatiste, qu'elles soient antérieures ou postérieures à l'année 2000, témoignent, par leur violence, de l'influence gagnée par l'EZLN auprès de la population nationale. Il était impératif que le gouvernement fédéral regagne sa légitimité face à une rébellion qui s'évertuait à

¹² Ramonet, Ignacio, *op. cit.*, p. 43.

¹³ cf. Georges, Marion, « Plus de 100 000 manifestants à Mexico protestent contre le massacre de Chiapas », journal *Le Monde*, 14 janvier 1998.

la remettre en question. Depuis le début du soulèvement, il tente de le faire par des méthodes autoritaires et violentes.

Après avoir essayé d'écraser l'EZLN par la force armée le gouvernement mexicain a, dès janvier 1994, proposé un cessez-le-feu unilatéral et des négociations. Mais malgré l'affirmation publique de sa volonté de paix il a lui-même intensifié le contrôle militaire et a laissé des groupes paramilitaires terroriser les populations de façon sournoise. Il a également accepté de négocier avec l'EZLN en vue de la signature en 1996 des Accords de San Andrés relatifs aux droits et à la culture indigènes, mais ne les a pas respectés. C'est à partir de cette date que les zapatistes ont à nouveau manifesté leur mécontentement en suspendant toute négociation avec le gouvernement, ce qui a constitué le point de départ de la « guerre de basse intensité ».

Malgré tout, la violence a repris ses droits en décembre 1997, lors du massacre d'Acteal dans lequel quarante-cinq indigènes ont été tués par un commando masqué. Au cours des deux années précédentes, l'EZLN avait marqué des points, d'une part en conservant une attitude non-violente, et d'autre part en « travaillant au corps » les autorités nationales au moyen de la parole. Il n'est pas étonnant alors que le gouvernement ait perdu pied et se soit senti acculé au point de ne trouver une réponse que dans la force guerrière¹⁴. La militarisation du Chiapas s'est accrue par la suite, sous prétexte de protéger les populations zapatistes, et des opérations de démantèlement des municipes autonomes ont été menées par la police et l'armée en juin 1998.

Depuis lors, la stratégie du gouvernement est bel et bien celle d'un régime aux abois. Elle s'articule autour de plusieurs axes qui révèlent un sentiment d'impuissance dans sa relation « intellectuelle » avec l'EZLN. Les paramilitaires eux-mêmes sont coordonnés en Comités Municipaux de Sécurité Publique et gérés par l'armée, la police et le PRI local, et constituent donc une institution de l'Etat du Chiapas. Les militaires et les paramilitaires font régner la terreur dans les villages par la violence physique et l'intimidation : des villages fantômes sont ainsi produits, les exploitations alternatives sont démantelées, les paysans subissent des vols en rase-mottes, leurs parcelles de terre cultivée sont confisquées, les enfants sont sans école car elles hébergent l'armée, de nombreux villages sont coupés du reste du territoire. Les pressions s'accroissent sur les témoins, non indigènes, qui vivent, travaillent ou passent par le Chiapas : agents de développement, de solidarité nationale ou d'aide internationale, chercheurs de terrain, prêtres et religieuses, journalistes, touristes, observateurs, militants connus. Une campagne de discrédit contre la commission nationale de médiation (CONAI) a été menée, et des pressions sur l'Eglise catholique mexicaine ont été effectuées, provoquant la démission du médiateur, l'évêque Samuel Ruiz. Le gouvernement a également tenté de récupérer le contrôle des moyens de communication et d'information de masse afin de faire taire les secteurs critiques de l'opinion publique et de tranquilliser la communauté internationale.

Le caractère violent ou autoritaire de ces réactions prouve que l'EZLN a su dénoncer des dysfonctionnements fondamentaux au sein du système représentatif local. C'est en effet la représentation populaire et les droits civiques qui sont défailants. C'est parce qu'une transformation intégrale du système politique est nécessaire et pour que les réformes parviennent jusqu'aux coins les plus reculés de la République sans qu'elles soient contaminées sans cesse par des pratiques clientélistes que la rébellion néozapatiste a pris la peine de révéler, grâce à une médiatisation cybernétique inédite, la

¹⁴ Les auteurs du massacre n'ont pas été découverts, même si dans un premier temps l'enquête policière avait débouché sur l'accusation de caciques locaux sympathisants du PRI et entraîné la démission du ministre de l'Intérieur.

nature du pouvoir qui domine le Mexique, un pouvoir fait de violence et de corruption. Et la résonance du mouvement chiapanèque va bien au-delà : elle est universelle car elle exprime un souci fondamental pour la justice et elle reflète un choix solidaire qui défie le système dominant.

BIBLIOGRAPHIE

Baschet, Jérôme, *L'étincelle zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*. Paris, Denoël, 2002.

Blanc, Jacques ; Hocquenghem, Joani ; Le Bot, Yvon ; Solis, René, *La fragile armada. La marche des zapatistes*. Paris, Métailié, 2001.

Castañeda, Jorge, *La utopía desarmada*. México, Joaquín Mortiz / Planeta, 1993.

De La Grange, Bertrand, « Le Mexique en état de choc après le massacre du Chiapas », *Le Monde*, 29 décembre 1997.

De La Grange, Bertrand, « Le blocage subsiste entre Mexico et la guérilla zapatiste », *Le Monde*, 4 mars 1998.

« Extrait du rapport Actéal : entre el duelo y la lucha », publié par le Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas, décembre 1998, dans : *Dial*, n°2268, 1-15 janvier 1999.

Favre, Henri, « Le révélateur chiapanèque », *Problèmes d'Amérique Latine*, avril-juin 1997, n°25.

Georges, Marion, « Plus de 100 000 manifestants à Mexico protestent contre le massacre du Chiapas », *Le Monde*, 14 janvier 1998.

Lambermont, Jeanne, *Résistance zapatiste. Cinq ans d'insurrection au Chiapas*. Synthèse documentaire. CIDDEV – RITIMO, Gaillac, avril 1999.

Le Bot, Yvon ; sous-commandant Marcos, *Le rêve zapatiste*. Paris, Seuil, 1997.

Le Monde, août 1998, supplément Multimédia. « Les guérilleros du XXI^e siècle ».

Matamoros, F., Bosserelle S., « Témoignages d'une guerre de basse intensité », *Volcans*, n°30, janvier-février 1998.

Matamoros Ponce, Fernando, *Mémoire et utopie au Mexique. Mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme*. Paris, Syllepse, 1998.

Montemayor, Carlos, *La rébellion indigène du Mexique. Violence, autonomie et humanisme*. Trad. Remy Kachadourian, Paris, Syllepse ; Québec, Presses de l'Université de Laval, 2001.

Pérez Herrero, Pedro, « Chiapas : respuesta a seis preguntas básicas sobre el porqué del conflicto », *Revoluciones y revolucionarios en el mundo hispano*, ed. CHUST, Manuel, Castelló de la Plana, Publicacions de la Universitat Jaume I, 2000, pp.229-287.

Ramonet, Ignacio, *Marcos. La dignité rebelle. Conversations avec le sous-commandant Marcos*. Paris, Galilée, 2001.

Sous-commandant Marcos, *¡Ya Basta ! Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*. Tome 1. Paris, Dagorno, 1996.

Sous-commandant Marcos, *¡Ya Basta ! Vers l'internationale zapatiste*. Tome 2. Paris, Dagorno, 1996.

Subcomandante Marcos, *Desde las montañas del sureste mexicano*. México, Plaza y Janés, 1999.

Vázquez Montalbán, Manuel, *Marcos : el señor de los espejos*. Madrid, Aguilar, 1999.

Site Internet : www.ezln.org